

Éditorial

Désobéissons. Ce numéro 109 d'Angle d'Attac 92 a un parfum d'été et de victoires. Après Apple et Notre-Dame-des-Landes, le tribunal de Carpentras (jugement du 7 juin 2018) reconnaît que Nicole Briend a mené une action de désobéissance civile, sans intention délinquante, qui ne saurait « être caractérisée comme du vol ». Sa décision confirme la légitimité des actions d'Attac en matière de lutte contre l'évasion fiscale. Mieux encore, le juge reconnaît la nullité des poursuites sur les prélèvements ADN, refusés par Nicole lors de son interpellation. Une victoire supplémentaire : les militant-e-s ne sont pas des délinquant-e-s et n'ont pas à donner leur ADN.

Troisième voie. Alors que l'été arrive, Attac, associée à de nombreuses autres organisations syndicales et associatives, vous donne rendez-vous à l'université d'été « solidaire et rebelle » du 22 au 26 août à Grenoble (38) pour débattre, échanger et préparer ensemble les mobilisations à venir. Car les crises écologique et sociale sont d'une ampleur inédite ; la mondialisation néolibérale continue son expansion et tous les ingrédients sont réunis pour une nouvelle crise financière. Alors, les résistances, contre les attaques anti-sociales, contre la politique migratoire, ou l'autoritarisme présidentiel sont plus que jamais nécessaires. Entre le libéralisme économique de Macron et la xénophobie d'un Trump, l'altermondialisme indique une troisième voie, fondée sur une protection solidaire des peuples.

Prenons le contrôle. Dix ans après la crise des subprimes, une vaste campagne, dont le point culminant est fixé au 15 septembre, s'ouvre avec la parution du livre « Prenons le contrôle de la finance » : des clés de compréhension pour chacun-e et la présentation des réformes nécessaires pour mettre la finance au service de la société. En écho à cette initiative nationale, les membres du CA de Attac 92, élus début juin (cf. p. 11), adresseront prochainement aux groupes de proximité un kit d'actions « spécial 92 », #PasAvecNotreArgent. Pour que, partout dans les Hauts-de-Seine, Attac 92 fasse entendre sa voix et marque sa différence.

Nouveautés. Au fil des pages d'Angle d'Attac 92, vous trouverez la présentation d'ouvrages édités par Attac ou par d'autres, en lien ou non avec les articles proposés. N'hésitez pas à proposer vos propres notes de lecture ou articles au comité de rédaction. La rédaction travaille aussi sur le n° 4 du Mag d'Attac 92, qui paraîtra tout début septembre. A distribuer sans modération dans les forums associatifs !

Passez un bel été, et **n'oubliez pas d'adhérer pour 2018** (en ligne <https://france.attac.org/> ou à l'aide du bulletin en p. 12) ! **Bonne lecture ! ☐**

Sommaire

<i>Hauts-de-Seine : la grève se poursuit dans les bureaux de poste</i>	2
<i>Hauts-de-Seine : quarante familles menacées de la rue</i>	3
<i>Les robots remplaceront-ils les humains, ou les humains deviendront-ils des robots ?</i>	4
<i>Résister, c'est créer ; résister, c'est transformer</i>	5
<i>Karl Marx (1818 - 1883) : quels regards maintenant ?</i>	9
<i>Trombinoscope des membres du conseil d'administration</i>	11
<i>Organisation d'Attac 92 et bulletin d'adhésion</i>	12

Libertés en danger

La loi « secrets d'affaires » permet aux entreprises de poursuivre toute personne ayant obtenu ou révélé des informations sensibles. Elle porte gravement atteinte au droit d'informer et d'être informé, prive de sources les journalistes et privilégie *de facto* l'autocensure. Le texte met en danger l'équilibre démocratique et constitutionnel de notre pays.

Alors qu'un désaccord persistait entre députés et sénateurs sur le contenu de la loi, la Commission mixte paritaire, composée de sept députés et sept sénateurs chargés de trouver un consensus, s'est prononcée le 24 mai. LR et LREM se sont mis d'accord sur un texte proche de celui élaboré par l'Assemblée nationale.



Aucun des amendements proposés par notre coalition pour protéger les libertés n'a été retenu. Pourtant l'Élysée s'était engagé après la pétition signée par plus de 550 000 citoyen-ne-s et l'interpellation du président de la République, le 16 avril, par 52 organisations et 23 sociétés de journalistes.

Les parlementaires ont ainsi clairement manifesté leur refus de circonscrire l'application du texte au vol d'informations dans un but de concurrence déloyale. Le gouvernement a, au contraire, privilégié une application la plus large possible du secret des affaires. **Interpellez vos élus ! ☐**

Hauts-de-Seine : la grève se poursuit dans les bureaux de poste

La Poste avait annoncé la fermeture définitive de six bureaux de poste et la fermeture partielle de onze bureaux dans le département. À Asnières (92), diverses demandes collectives, syndicales et associatives, ont permis d'obtenir le maintien du bureau de poste Chanzy qui était voué à une fermeture définitive. Les activités du bureau Denis Papin, condamné à une fermeture partielle, doivent être maintenues. Des activités sont déjà sous-traitées dans la ville avec le Monoprix de la rue des Bourguignons qui vend des enveloppes postales et le quincaillier de l'avenue de la Marne qui réceptionne les recommandés.

Une grève s'est déclenchée et la situation s'est considérablement étendue et aggravée après l'intervention de la ministre du Travail pour licencier Gaël Quirante, responsable syndical, il y a deux mois. Le mouvement couvre les départements d'Ille-et-Vilaine, la Gironde, les Hauts-de-Seine et Marseille. Dans les Hauts-de-Seine, sont touchés les bureaux de Malakoff, Neuilly, Asnières, Boulogne, Sèvres, Levallois, Issy-les-Moulineaux, Chaville, Colombes, Chatenay, Fontenay-aux-Roses, Courbevoie et Gennevilliers. 150 grévistes ont reçu une feuille de paye à zéro € pour le mois de mai.

Le chiffre d'affaires de la Poste s'est élevé à 24 milliards en 2017 avec un bénéfice de 871 millions. Pourtant, en dix ans, elle a supprimé 100 000 emplois en France. La dégradation de ce service public ne cesse de s'amplifier, c'est pourquoi les grévistes réclament :

- la réintégration de leur responsable syndical ;
- une amélioration des conditions de travail : en raison du manque de facteurs, les tournées ne sont plus assurées comme auparavant et le nombre de guichetiers est réduit dans les bureaux ouverts à la demi-journée ;
- l'embauche des intérimaires qui constituent parfois un tiers du personnel dans certains centres pour combler le sous-effectif ;
- l'arrêt des sanctions et des pressions sur le personnel ;
- une prime de vie chère alors que les facteurs débutent avec un salaire de 1 200 €/mois ;
- le maintien du centre de tri postal de Villeneuve-la-Garenne (PIC) ouvert en 2011 (coût 68 millions €) dont la fermeture

entraînerait le licenciement des 500 employés du site ;

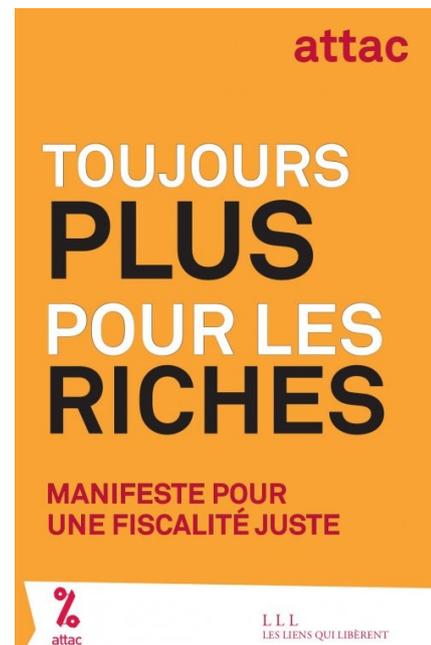
- la nomination d'un médiateur par le préfet.

Cette situation est devenue insupportable, autant pour les postiers que pour les usagers. 671 procès-verbaux ont été envoyés à Mme Pénicaud, ministre du Travail, pour entraves au Code du travail. Les dysfonctionnements pénalisent les usagers qui ont des difficultés pour recevoir chèquiers, cartes de crédit, colis et recommandés. En restructuration permanente, La Poste vise une rentabilité bien au-delà de ce qui est tolérable pour un service public.

Une issue satisfaisante et pérenne s'impose à toutes et à tous dans le cadre d'une juste négociation.

Françoise CLAIREAUX 

Livre : Toujours plus pour les riches - manifeste pour une fiscalité juste



13,80 € - boutique en ligne : france.attac.org

« Cahuzac », « LuxLeaks », « Panama Papers », « Paradise Papers »..., les scandales se succèdent, révélant les stratégies des multinationales, des grandes fortunes et des puissants pour échapper à l'impôt.

Si les plus riches s'affranchissent de leur contribution au bien commun et aux services publics, c'est le consentement général à l'impôt qui est affaibli. 

Hauts-de-Seine : quarante familles menacées de la rue

Quarante familles en situation de précarité et hébergées dans des hôtels par le 115 des Hauts-de-Seine (le numéro d'urgence d'accueil et d'aide aux personnes sans abri) se sont vu signifier un ordre d'expulsion pour la fin du mois de mai, échéance repoussée à fin juin. Habituellement, ces familles renouvellent tous les mois leur demande d'hébergement.

300 places en moins

Mais cette fois-ci la situation change. Depuis quelques semaines, elles doivent répondre à des critères de sélection devenus restrictifs, alors même que l'article 345-2-3 du Code de l'action sociale et des familles ne le prévoit pas. Ainsi faut-il être :

- une femme enceinte,
- parent d'un enfant de moins de trois ans ou en situation de handicap,
- victime de violences conjugales,
- obligée de se prostituer,

pour obtenir le droit à un hébergement.

Même les maladies graves sont absentes de ces critères. Ces restrictions résultent de choix budgétaires arbitraires qui pèsent honteusement sur les plus démunis. Les crédits octroyés pour les Hauts-de-Seine ont en effet été amputés d'un montant correspondant à 300 places d'hébergement.

Tri à la vulnérabilité

Un collectif d'associations auquel participent le Secours Populaire, le Secours Catholique, l'Observatoire de la Précarité et du Mal Logement et France Terre d'Asile, s'est mis en place. Il regroupe notamment la vingtaine d'associations qui accompagnent les familles et se mobilise pour trouver les moyens d'agir et de sensibiliser l'opinion publique. Il demande à être reçu par la préfecture des Hauts-de-Seine et réclame la « reprise des hébergements d'urgence pour tout le monde » et la mise à disposition de « logements pérennes ». Des élus locaux soutiennent l'action des associations pour ces familles en détresse. Alors que les associations parlent de « tri à la vulnérabilité », il est urgent de dénoncer cette situation brutale et scandaleuse. C'est la deuxième fois qu'un article figure dans *Le Parisien* 92. Même le quotidien *Le Monde* s'en est fait l'écho : cette situation d'urgence se retrouverait

dans plusieurs départements d'Île-de-France. *FR3 IDF* est intéressée à en parler. Une pétition sur change.org est mise [en ligne](#).

Les pouvoirs publics estiment que le département aurait hébergé plus de personnes que prévu. Ces familles bien avec souvent des enfants sont désemparées. Trois d'entre elles ont déjà été expulsées malgré une première rencontre avec la préfecture. Les conditions imposées sont parfois indignes : il n'est pas rare qu'une famille hébergée grâce au 115 soit domiciliée dans une autre ville que celle où elle est hébergée et doit accompagner ses enfants à l'école dans une troisième ville. D'après les associations, bien d'autres familles seraient concernées par ces restrictions qui les jetteront à la rue le 1^{er} juillet 2018.

Françoise CLAIREAUX 

Livre : L'imposture Macron

Un business model au service des puissants
Face à la Macronie, sa novlangue faussement innovante, son illusoire salut néolibéral réservé aux premiers de cordée et à la nouvelle « noblesse d'État libéral », voici un ouvrage porteur d'une autre vision de la société...



10 € - boutique en ligne : france.attac.org

À l'illusion du « en même temps », se sont adossés un rapport au pouvoir, autoritaire et vertical, et une politique de fuite en avant néolibérale, où remise en cause des droits sociaux et cadeaux aux plus riches participent à renforcer le pouvoir de ceux qui l'ont déjà.

Cette gestion froide et cynique de la chose publique s'installe au sommet de l'État avec l'arrivée d'un contingent de jeunes bureaucrates, Macron's Boys and Girls. La machine technocratique est alimentée par des réformes sans progrès social ni écologie. Un business model, qui se prétend dénué de toute idéologie, domine la start-up nation France. Comme ses prédécesseurs, Macron parie sur l'anesthésie de la société. Mais le réveil risque d'être douloureux. 

Les robots remplaceront-ils les humains, ou les humains deviendront-ils des robots ?

C'est la question que j'ai posée aux étudiants de robotique à Jussieu (université Pierre et Marie Curie à Paris). Je suis professeur d'anglais et ce sujet était un support pour permettre à mes élèves de pratiquer la langue. Je pensais que les effectifs seraient divisés moitié / moitié sur chacune des composantes de la question. Mais chaque semestre, ces étudiants de masters et doctorat étaient presque unanimes dans leurs réponses.

Le blogueur Olivier Cabanel et de nombreux écrivains de science fiction présente un des deux futurs possibles :

- « *Le travail disparaît de par la volonté des humains lesquels ont inventé des machines, d'abord rudimentaires, puis les siècles passant, les machines sont devenues de plus en plus sophistiquées, et pourraient bien se retourner un jour prochain contre leurs propres créateurs...* » (1).

- « *Du fait des progrès de l'informatique et de la robotique, on estime que 42 % des métiers présentent une « probabilité d'automatisation forte ». Autrement dit, l'aptitude des robots ne s'étend plus seulement à des tâches physiques, mais aussi à des tâches intellectuelles ;*

À l'horizon 2025, 3 millions d'emplois pourraient être détruits par la numérisation, ce qui « déstabiliserait en profondeur les classes moyennes car de nombreux emplois de service seraient touchés. » (2)

Selon ce point de vue, avec l'intelligence artificielle, les robots commencent à nous rem-

placer. Mais le grand physicien Stephen Hawking a discuté cette conclusion : « *Ayez peur du capitalisme, pas des robots* ».

Et en fait, mes étudiants de robotique n'avaient pas peur de leur métier. De façon presque unanimes, ils ont répondu que le vrai danger est que l'être humain devienne robot. C'est la consommation incessante des produits de l'informatique, des combustibles fossiles et même des combustibles appelés « renouvelables » qui nous fait devenir des automates sédentaires.

Un de mes étudiants a questionné ma logique :

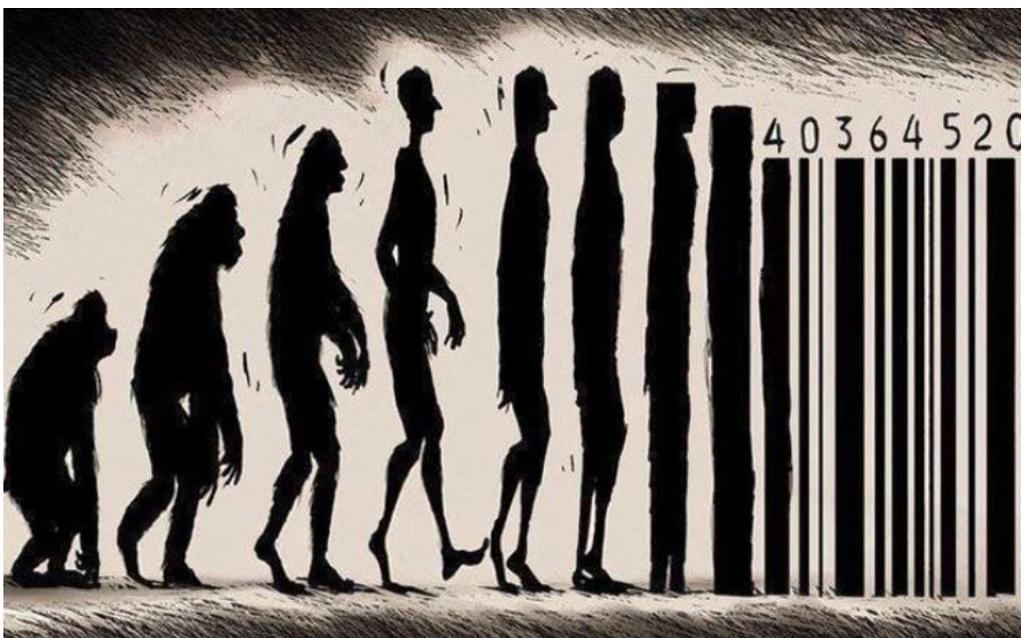
« *Vous utilisez le verbe « devenir robots » mais ça se passe déjà ! Attention, continue mon étudiant, le I-phone, le I-pod, le GPS, ce sont des technologies qui deviennent des parties du corps humain. »*

Ses études de technologie montrent que mon étudiant n'est pas luddite. Il ne veut pas retourner à l'âge de pierre. Mais si l'on ne peut pas dîner avec des amis sans le téléphone portable sur la table, si l'on perd le sens d'orientation parce que le GPS nous dit « tourner à droite », si l'on se promène dans la forêt sans entendre les oiseaux à cause de l'I-pod dans les oreilles, alors mon étudiant aura eu raison.

Mark Cramer 

(1) : Voir Agora Vox, 7 novembre 2017 et les œuvres de Isaac Asimov et Arthur C. Clark

(2) : Rue89, 29 octobre 2014, cité par L'Obs.



Résister, c'est créer ; résister, c'est transformer

Le Forum social mondial de Bahia [*ndrl* : qui s'est tenu en mars 2018] a choisi comme mot d'ordre « Résister, c'est créer ; résister, c'est transformer ». Cette intervention à la séance de clôture du Conseil international du 14 au 18 octobre 2017 à Salvador de Bahia [*ndrl* : Brésil], et du séminaire qui l'a prolongé, vise à mettre en perspective cette stratégie.

Résister résolument

Le mouvement altermondialiste est né de la contestation du néolibéralisme, une phase de la mondialisation capitaliste qui s'est imposée à la fin des années 1970. Le mouvement altermondialiste a déjà connu plusieurs phases : à la fin des années 1970, les luttes contre la dette et les programmes d'ajustement structurel ; à partir de 1989, les mobilisations contre les guerres, notamment en Irak, et contre un nouveau système institutionnel mondial autour de la Banque mondiale, du FMI [*ndrl* : Fonds monétaire international] et surtout de la mise en place de l'OMC, l'Organisation mondiale du commerce ; et, à partir de 2000, les forums sociaux mondiaux.

À partir de 2008, nous sommes entrés dans une nouvelle période qui nécessite une réinvention du mouvement altermondialiste et du processus des forums sociaux mondiaux. Après 2008 et la crise financière et, plus globalement, du néolibéralisme, les mouvements se sont engagés dans une période d'insurrections en 2011. Dès 2013, commencèrent les contre-révolutions. Les mouvements sociaux sont alors sur la défensive par rapport à des moments de répression, des coups d'État et des guerres. Dans cette situation, les résistances deviennent déterminantes dans les stratégies des mouvements sociaux.

À partir de 2008, la crise financière met en évidence une crise du néolibéralisme et une rupture dans le développement du capitalisme avec deux issues possibles : un renouvellement du capitalisme par la marchandisation du vivant et de la nature, le numérique et les biotechnologies ; la privatisation et la financiarisation. Ou alors une sortie du mode de production capitaliste en tant que mode de production dominant. Cette sortie du capitalisme

dominant ne correspondra pas forcément à un mode de production plus juste ; le dépassement du capitalisme ne débouche pas automatiquement vers un « socialisme » et peut donner naissance à des sociétés inégalitaires et oppressives.

Dès 2011, les réponses des peuples à la crise du capitalisme se déclinent sous la forme d'insurrections populaires qui peuvent être qualifiées de révolutionnaires. Ce sont des dizaines de mouvements populaires qui mettent dans leurs pays des millions de personnes dans la rue. Rappelons les printemps arabes à partir de Tunis et du Caire ; les indignés en Europe du Sud, les Occupy à Londres et New York, les étudiants chiliens, le parc Taksim à Istanbul, les carrés rouges au Québec, les parapluies à Hong Kong, les « gens ordinaires » à New Delhi... On retrouve partout les mêmes mots d'ordre : le refus de la pauvreté et des inégalités, le rejet des discriminations, les libertés et le refus des répressions, la revendication d'une démocratie à réinventer, l'urgence écologique. Et, partout, un nouvel enjeu, le refus de la corruption, le rejet de la fusion des classes politiques et des classes financières qui annule l'autonomie du politique et entraîne la méfiance des peuples par rapport aux instances du politique.

Dès 2013, commencent les contre-révolutions avec la montée des idéologies racistes, sécuritaires, xénophobes. Le néolibéralisme durcit sa domination et renforce son caractère sécuritaire appuyé sur les répressions et les coups d'État. Les mouvements sociaux et citoyens se retrouvent en position défensive. Les résistances sociales, démocratiques, politiques, idéologiques s'imposent.

Résister, c'est créer, et créer, c'est résister

Pour créer, il faut résister. En partant des résistances, on peut les mettre en perspective dans un projet. Les résistances définissent les refus et ouvrent les pistes des alternatives nécessaires et possibles. La lisibilité d'un projet alternatif se dessine à travers les refus.

Les résistances ouvrent le champ des possibles. La radicalité des luttes est portée par leur singularité. Chaque lutte porte des dépassements. Elle révèle des horizons →

→ inattendus au départ. Nous l'avons bien vu à Bahia avec la radicalité des mouvements de femmes, les mouvements des peuples traditionnels et plus spécifiquement des mouvements noirs des afro-descendants, les mouvements culturels et notamment les mouvements hip-hop. La convergence des mouvements ne se fait pas par la réduction de leur radicalité pour les rendre compatibles. Elle se traduit dans l'invention de nouvelles approches. Par exemple, l'intersectionnalité dans la convergence des mouvements sociaux, des mouvements de femmes, des mouvements des afro-descendants. De même, le refus générationnel de l'uniformisation du monde par la domination économique.

Résister, c'est créer ; créer, c'est résister. Cette approche qui relie la résistance et la création définit l'approche stratégique. La stratégie se définit et se construit dans l'articulation entre la réponse à l'urgence et la mise en œuvre d'un projet alternatif. Il faut répondre à l'urgence par des propositions qui répondent aux situations de manière immédiate. Mais l'urgence ne suffit pas à changer les situations ; il faut articuler les actions d'urgence avec des propositions alternatives, avec un projet.

C'est cette stratégie qu'a engagée le mouvement altermondialiste en réponse à la crise financière de 2007. Le Forum social mondial de Belém en est l'illustration. Le Forum a réaffirmé un programme d'urgence avec les propositions immédiates : le contrôle de la finance, la suppression des paradis fiscaux et judiciaires, la taxe sur les transactions financières, l'urgence climatique, la redistribution... On retrouve ces mesures dans le programme de la commission des Nations unies animée par Joseph Stiglitz et Amartya Sen, celle sur le Green New Deal. Ces propositions adoptées n'ont pas été appliquées et n'ont pas empêché le durcissement du néolibéralisme, ce qui nous rappelle que le New Deal décrété par Roosevelt en 1933 n'a été appliqué qu'en 1945 après la Seconde Guerre mondiale.

Mais, à Belém, un ensemble de mouvements, les femmes, les paysans, les écologistes et les peuples indigènes, surtout amazoniens, ont pris la parole pour affirmer : s'il s'agit d'une remise en cause des rapports entre l'espèce humaine et la

Nature, il ne s'agit pas d'une simple crise du néolibéralisme, ni même du capitalisme, il s'agit d'une crise de civilisation, celle qui, dès 1492, a défini certains fondements de la science contemporaine dans l'exploitation illimitée de la nature et de la planète. C'est de cette crise que date la définition d'un projet alternatif, celui de la transition sociale, écologique, démocratique, y compris politique et géopolitique. Cette transition s'appuie sur de nouvelles notions et de nouveaux concepts : les biens communs, la propriété sociale, le bien vivre, la démocratisation radicale de la démocratie...

Cette démarche renouvelle la notion de transition, qui n'est pas la conception d'une démarche progressive et réformiste ; elle inclut la nécessité de ruptures et de révolutions. Elle remet toutefois en cause l'idée du « grand soir » résumé par la prise du pouvoir d'État ; tout devient possible après et avant, tout est récupérable et même récupéré. L'hypothèse est que les rapports sociaux de dépassement du capitalisme préexistent dans les sociétés actuelles, comme les rapports sociaux capitalistes se sont construits dans la société féodale. Quels sont alors les rapports sociaux du dépassement qui cherchent à émerger dans les sociétés actuelles ? Il y a donc une liaison dialectique et complexe entre rupture et continuité, ce qui donne une nouvelle approche théorique aux pratiques alternatives qui complètent les luttes et l'élaboration théorique dans l'invention d'un nouveau monde.

Résister, c'est transformer

Résister, c'est lutter pied à pied ; c'est aussi montrer que des progrès sont possibles à travers les nouvelles pratiques et les nouvelles politiques, même partielles. Il s'agit alors de contester la prétention du capitalisme à se présenter comme le seul porteur du progrès et de la modernité.

Le capitalisme se présente comme porteur de modernité et de modernisation et rejette tous ceux qui le contestent comme tenants de l'immobilisme et du refus du changement. Les changements imposés par le capitalisme sont porteurs de régression sociale. Mais on ne peut pas se contenter de dire : il ne faut rien changer parce que ce sera pire, même si c'est très probable que les changements entraîneront une situation dégradée pour les travailleurs →

→ et les couches populaires. Le capitalisme est porteur d'une modernisation, mais comme l'avait déjà pointé Gramsci, c'est une modernisation régressive. Le mouvement altermondialiste l'a expérimenté dès le début du néolibéralisme avec Mme Thatcher, surnommée Madame TINA avec son affirmation « There is no alternative ». C'est à cette agression que le mouvement altermondialiste a répondu en affirmant qu'il y a des alternatives meilleures : « Un autre monde est possible ».

La bataille porte sur le contrôle des modernisations et sur la définition d'une modernité progressiste en opposition à la modernité régressive. Nous voyons comment le capitalisme se modernise par le contrôle du numérique et des biotechnologies. Mais la bataille est en cours ; ce sont les grandes entreprises qui pillent et détournent les progrès possibles. Les collectifs de logiciels libres, les lanceurs d'alerte, les porteurs de la santé publique, l'urgence climatique, la biodiversité, l'extractivisme et dans tant d'autres domaines, les affrontements ne font que commencer. Cette bataille oppose clairement deux conceptions de la modernité, celle de la marchandisation et de la financiarisation d'un côté et celle du respect de la nature et du développement des droits fondamentaux individuels et collectifs de l'autre.

C'est ce débat qui a commencé à Bahia sur les urgences écologiques, sur le travail et la nouvelle révolution industrielle, sur l'emploi, sur la protection sociale universelle, sur la santé, sur l'eau, sur la terre, sur le logement, sur le climat, sur la culture...

Qui porte la transformation ?

Les mouvements sociaux et citoyens sont confrontés à la définition de leur stratégie, à la nature des bases sociales et des alliances. Les sociétés sont en mutation. Le nouveau se construit à travers l'ancien. Dans les porteurs de la transformation, se redéfinissent les rapports entre les mouvements, les classes sociales et les peuples. Les luttes de classes restent déterminantes ; mais les classes sociales et les rapports entre les classes sociales changent. Rappelons-nous que, lors de la révolution de 1789, aucune des deux classes principales, la paysannerie et l'aristocratie, ne l'a emporté ; ce sont des classes

issues du processus, la bourgeoisie et, plus tard, la classe ouvrière qui se sont dégagées.

La classe ouvrière et la paysannerie d'un côté, la bourgeoisie de l'autre restent déterminantes. Mais de nouvelles classes sont déjà présentes. Du côté des classes dominantes, les « compétents » cherchent à s'imposer dans la bourgeoisie financière et ne se contentent pas de leur position de servants des actionnaires. Ils doivent aussi tenir compte de la masse des diplômés dont beaucoup sont des diplômés-chômeurs. De l'autre côté, les classes populaires sont d'abord confrontées à la précarité. Le précaire caractérise un statut social. Les travailleurs encore stables sont confrontés au nouveau management déstabilisateur dans les entreprises. Les scolarisés précaires cherchent leur positionnement. Les discriminés et les racisés sont cantonnés dans les quartiers populaires. Les migrants et les réfugiés forment une masse flottante, la nouvelle classe laborieuse et dangereuse.

Les peuples s'adaptent aux différentes situations et à la définition des identités multiples. Ils expérimentent au niveau local la démocratie de proximité et la liaison aux territoires. Ils interrogent au niveau national le rapport entre l'État et le national. Ils expérimentent l'évolution culturelle et écologique des grandes régions du monde. Ils interpellent le rapport entre la planète et la mondialisation.

Les mouvements sociaux et citoyens sont confrontés à la nécessaire redéfinition du politique et du pouvoir. Ils sont les acteurs directs de la résistance et des pratiques alternatives pour la construction d'un autre monde possible. Chacun des mouvements doit définir sa stratégie par rapport à la nouvelle situation. Chaque mouvement définit dans sa stratégie une dimension internationale, en réponse à la mondialisation dominante, celle de la phase néolibérale du capitalisme. Le mouvement altermondialiste se construit à partir de la stratégie des mouvements et de la dimension internationale de cette stratégie.

Résister, créer et transformer

Il nous faut revenir à la situation pour prendre la mesure des conséquences d'une période de contre-révolutions. Actuellement, nous vivons plusieurs contre-révolutions →

→ conservatrices : la contre-révolution néolibérale, celle des anciennes dictatures, celle du conservatisme islamiste, celle du conservatisme hindouiste. Elle rappelle que les périodes révolutionnaires sont généralement brèves et souvent suivies de contre-révolutions violentes et beaucoup plus longues. Mais, les contre-révolutions n'annulent pas les révolutions et le nouveau continue de progresser et émerge sous de nouvelles formes.

La droite et l'extrême droite ont mené une bataille pour l'hégémonie culturelle, dès la fin des années 1970, contre les droits fondamentaux et particulièrement contre l'égalité, contre la solidarité, pour les idéologies sécuritaires, pour la disqualification amplifiée après 1989 des projets progressistes. Elles ont mené les offensives sur le travail par la précarisation généralisée ; contre l'État social par la marchandisation et la privatisation et la corruption généralisée des classes politiques ; sur la subordination du numérique à la logique de la financiarisation. Cette montée en puissance des droites et des extrêmes droites ne s'est pas imposée sans résistances. Les peuples n'ont pas désarmé et l'affrontement devient de plus en plus violent.

Rappelons cette citation de Gramsci, peu avant sa mort en 1937 : « le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres ». Les monstres sont là ; interrogeons-nous sur le vieux monde et le nouveau monde.

Le durcissement des contradictions et des tensions sociales explique le surgissement des formes extrêmes d'affrontement. Mais, il y a aussi une autre raison à la situation, ce sont les angoisses liées à l'apparition d'un nouveau monde. Temer et Trump en sont les visages grimaçants. Prenons l'exemple d'un électeur de l'Alabama, blanc, classe moyenne, il regarde autour de lui, que voit-il ? Les Indiens sont toujours là ; les noirs refusent la ségrégation, les latinos deviennent majoritaires, les femmes veulent la moitié du pouvoir. Le monde qu'il imaginait n'existe déjà plus. Il se réfugie dans la violence, il prend son fusil et tire !

Et le nouveau monde ? Quels sont les changements profonds qui construisent le nouveau monde et qui préfigurent les contradictions de l'avenir ? Nous pouvons

identifier cinq mutations en cours, des révolutions inachevées dont nous percevons déjà les premiers bouleversements. La révolution des droits des femmes remet en cause des rapports millénaires. La révolution des droits des peuples, la deuxième phase de la décolonisation, après l'indépendance des États, met en avant la libération des peuples et interroge les identités multiples. La prise de conscience écologique est une révolution philosophique, celle qui repose l'idée d'un temps fini. Le numérique renouvelle le langage et l'écriture et les biotechnologies interrogent les limites du corps humain. Le bouleversement du peuplement de la planète est en cours ; il ne s'agit pas d'une crise migratoire, mais d'une révolution démographique mondiale.

Il y a plusieurs bouleversements en cours, des révolutions inachevées et incertaines. Rien ne permet d'affirmer qu'elles ne seront pas écrasées, déviées ou récupérées. Mais rien ne permet non plus d'affirmer le contraire. Elles bouleversent le monde ; elles sont aussi porteuses d'espoirs et marquent déjà l'avenir et le présent.

Gustave Massiah 

À propos de l'auteur

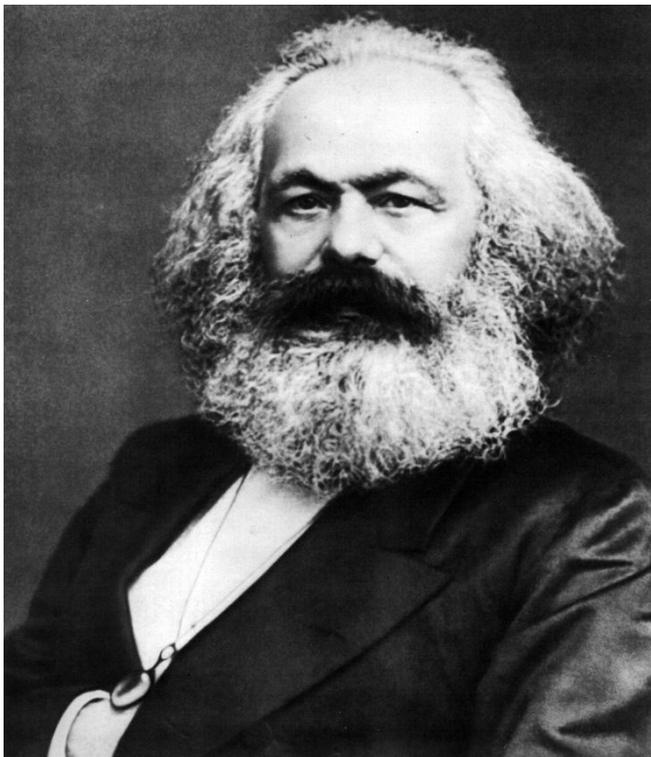
Gustave Massiah, ingénieur, membre du Conseil international du Forum social mondial, ancien président du Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID), membre du Conseil scientifique d'Attac, auteur de *Une stratégie altermondialiste* (La Découverte, 2011)



Karl Marx (1818 - 1883) : quels regards maintenant ?

En cette année du bicentenaire de sa naissance, Karl Marx connaît un certain regain éditorial dans plusieurs médias, journaux, sans compter les débats dans diverses associations. D'autres s'interrogent à propos de l'évocation de ce célèbre philosophe, journaliste, économiste et homme politique, né à Trèves en Allemagne : n'est-ce pas un « coup de jeune » possible au mouvement social de notre époque ?

Il faut dire que les écrits et les activités de Marx, ainsi que ceux de son ami Friedrich Engels (1820 - 1895) lui aussi théoricien illustre du socialisme collectiviste, ont profondément marqué la vie politique et les luttes, notamment celles de la classe ouvrière. L'impact international de l'œuvre de Karl Marx n'a pas disparu.



La lutte des classes, en théorie et en pratique

Force est de constater, au vu de la réalité de ce XXI^e siècle, de l'exorbitante puissance de la finance mondiale, du constat des dégâts humains et écologiques de l'économie libérale, insuffisamment régulée et dominant trop de gouvernements, que le travail gigantesque de Karl Marx est loin d'être dépassé !

Il conserve une certaine pertinence, même s'il ne s'agit pas de le considérer comme un recueil de recettes prêtes à l'emploi. Car ses textes ont

été écrits à un moment précis de notre Histoire, dans un contexte dramatique, souvent fait de misère et d'oppression pour les peuples du XIX^e siècle. Ce qui est intéressant dans le marxisme, c'est son aspect plutôt complet : c'est tout sauf un rassemblement d'écrits. C'est une théorie et une pratique de la lutte des classes, avec un profond sens révolutionnaire adapté aux circonstances historiques.

Karl Marx a réalisé une analyse approfondie du système capitaliste, en proposant une sorte de méthode de travail intellectuel. Il a produit une explication de grande ampleur du capitalisme, dans ses diverses dimensions : économique, politique et sociale .

L'analyse économique

Dans le domaine économique, l'originalité revendiquée par Marx (*Le Capital*, livre 1, 1867) est soulignée par Janine Brémond et Alain Gélédan, dans le Dictionnaire économique et social paru aux éditions Hatier :

« 1. Travail : en insistant sur son double aspect, valeur d'usage et marchandise, il montre que la force de travail a une valeur et qu'elle est capable de produire une valeur supérieure à elle-même, elle crée la plus-value.

2. La plus-value créée par le travail est traitée de façon indépendante de ses manifestations concrètes. Rente, profit et intérêt se partagent la plus-value mais son origine est commune : le surtravail du prolétariat .

3. Le salaire [...] n'est pas la rémunération d'un service, mais la valeur de la marchandise - force de travail. Le salaire est donc non le paiement effectif de ce qu'apporte le travailleur mais simplement la valeur de sa force de travail. »

Révolution et capitalisme

Le penseur communiste allemand avait des liens étroits avec la France, pays de « l'ardeur révolutionnaire » où il séjourna plusieurs fois. Dans « Le Monde diplomatique » de mai 2018, Antony Burlaud, doctorant en sciences politiques, rappelle : «[...] à Berlin, il compte parmi ses maîtres quelques francs admirateurs de la Révolution. Cette imprégnation précoce est sans doute la source de sa fascination pour la bourgeoisie conquérante des Lumières, et de sa dilection pour des auteurs comme Denis Diderot et →

→ Voltaire. Elle est, en tout cas, à l'origine de son intérêt pour la Révolution française et ses prodromes théoriques. »

L'étude complète, réalisée par Karl Marx, des contradictions sociales, morales et économiques générées par le régime capitaliste est un des outils politiques permettant de faire émerger les forces qui doivent entraîner l'avènement d'un nouveau système de gouvernance, ce qui est un vaste sujet.

Dans cette « année Marx », trois spécialistes du marxisme, Isabelle Garo, philosophe et enseignante, Jean-Numa Ducange, maître de conférences en histoire contemporaine, co-directeur de la revue « Actuel Marx », et Jean Quétier, doctorant en philosophie (1) ont échangé sur « l'actualité et la pertinence de la pensée du philosophe allemand, aujourd'hui » (2). Isabelle Garo pense que « certaines lectures de Marx et certains marxismes se sont voulus définitifs, celui de Marx n'est pas de cette nature. [...] A mon sens, il faut réajuster les analyses de Marx, tout en les confrontant à d'autres. » Jean-Numa Ducange remarque que « Marx n'était pas qu'un historien de la révolution de 1848 [...] mais qu'il est aussi un penseur de la totalité du système [...]. Donc, relire Marx peut permettre de penser la conjoncture politique d'une autre manière au-delà de l'immédiateté. » Jean Quétier note que « les recherches sur Marx montrent qu'il n'était pas indifférent à ces questions-là » qui concernent les enjeux qui ont émergé ces dernières décennies tels que le féminisme, l'écologie, les minorités. Selon Quétier, « Marx n'était pas un productiviste forcené ».

Contrairement à des idées parfois répandues, Karl Marx ne s'intéressait pas uniquement aux ouvriers, ni à l'industrialisation. Il était proche du mouvement coopératif.

Redécouvrir et progresser

En conclusion du retour en mémoire de cette figure emblématique des luttes pour l'épanouissement humain et pour un idéal révolutionnaire connu dans tous les continents, « irrigant » de nombreux moments de transformation sociale, on ne peut pas faire l'impasse sur l'engagement particulièrement fort et durable de Karl Marx, sans oublier son ami et compagnon politique dont l'œuvre est d'importance majeure : Friedrich Engels.

Les organisations progressistes gagneraient indiscutablement à encourager une « redécouverte » de celui qui a été non seulement un homme public de premier plan, mais aussi un savant très attaché à la science et doté d'une vaste culture. Cela pourrait enrichir les réflexions politiques présentes !

Jean-Louis Michniak 

NB : *Ecrites à l'occasion de cet anniversaire, ces lignes, qui n'engagent bien évidemment que moi, sont une forme d'hommage à l'homme célèbre, prestigieux, et à tous ceux et celles innombrables (connus ou anonymes), qui ont contribué aux nombreux événements visant la dignité et l'amélioration des conditions de vie des prolétaires et des autres salarié-e-s.*

Naturellement, positionné dans le débat, l'échange d'idées, - que pratique et promeut à juste raison notre association ATTAC -, mon petit « salut » au marxisme ne tient ni à une attitude dogmatique, ni à une quelconque idéalisation.

(1) : auteur d'une thèse sur Marx, années 1864 à 1883

(2) : magazine Humanité-Dimanche (11-17 Janvier 2018)

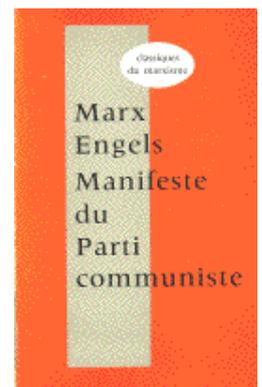
A lire ou relire...

A noter, une édition numérique du Manifeste du parti communiste - le livre politique le plus diffusé au monde - est en libre accès, à télé-charger sur l'excellent site francophone de l'université du Québec à Chicoutimi (UQAC), qui propose également une collections d'ouvrages numérisés regroupant 7 006 œuvres originales de 1 654 auteurs différents : <http://classiques.uqac.ca/> ou directement : <http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.mak.man>

**Karl Marx
et Friedrich Engels**

**Manifeste du Parti
communiste (1848)**

**Traduction française, 1893.
Paris : Les Éditions sociales.**

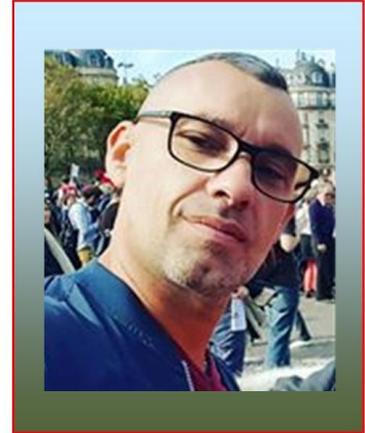




**Nathalie Levray
(Clamart)
Présidente
Trésorière**



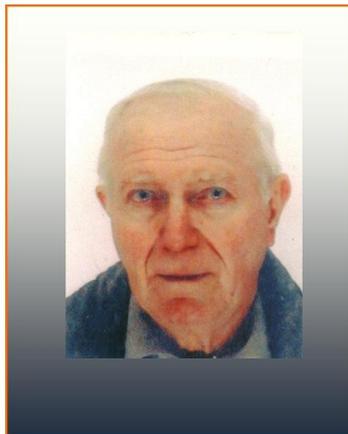
**Thérèse Villame
(Clamart)
Secrétaire
Groupes locaux sud**



**Gregory Boulord
(Gennevilliers)
Relation
Groupes locaux nord**



**Christian Hamon
(Clamart)**



**Jean Quèbre
(Clichy)**



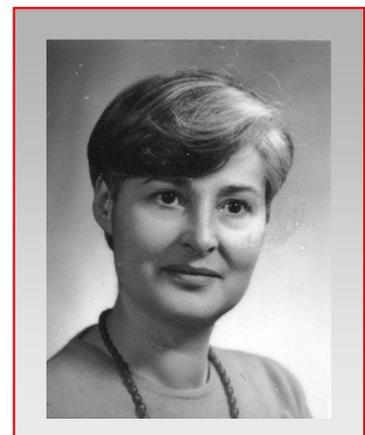
**Jean-Louis Michniak
(Colombes)**



**Mark Cramer
(Clichy)**



**Philippe Duchatel
(Malakoff)**



**Sophie Maloberti
(Levallois-Perret)**

Organisation d'Attac 92

Siège social : chez Nathalie Levray, 20 rue des Groux 92140 Clamart - attac92@attac.org

- Présidente d'Attac 92, chargée de la trésorerie : **Nathalie Levray** - president.attac92@attac.org
- Secrétaire, chargée de la coordination des groupes Sud : **Thérèse Villame** - secretaire.attac92@attac.org
- Administrateur, chargé de la coordination des groupes Nord : **Grégory Boulord**
- Webmaster : **Éric Colas** - web.attac92@attac.org

Site internet : <http://www.local.attac.org/attac92>

- Flux rss : <http://local.attac.org/attac92/spip.php?page=backend>
- Agenda : http://local.attac.org/attac92/spip.php?page_agenda&id_rubrique=481annee=2014
- Facebook : <https://fr-fr.facebook.com/Attac-92-2236534953038189/> - Twitter : <https://twitter.com/92attac>

Angle d'ATTAC 92, le bulletin d'ATTAC 92 mensuel :

- Les archives des numéros 6 à 35 sont consultables ici : <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique178>
- Les archives des numéros 36 à 80 sont regroupés dans la rubrique : <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique111>
- Les archives des numéros 106 et suivants sont consultables ici : <https://local.attac.org/attac92/>

S'informer & Agir, le Mag d'Attac 92 trimestriel :

- Les archives sont consultables ici : <https://local.attac.org/attac92/>

Groupes de proximité :

Antony : Florence Lauzier, Agnès Gandon, Annette Carayon, François Tonnerieux

Asnières : Guy Rodary, Pierre Gauthrot

Bagneux : Daniel Monteux

Boulogne : Bernard Blavette

Clamart : Thérèse Villame

Clichy : Jean Quebre, Karine Henry, Mark Cramer

Colombes : Adda Bekkouche, Jean-Louis Michniak

Courbevoie / Neuilly / La Garenne Colombes : Annie Reynaud, Jean-Paul Vanhoove

Gennevilliers : Nelly Viennot

Levallois : Sophie Maloberti

Mont Valérien / Nanterre : Cyril Pocréaux

Montrouge : Daniel Cordova, Jean-Paul Allétru, Jean-Jacques Langlois



Adhésion en ligne sur notre site sécurisé : www.france.attac.org

Les informations recueillies sont nécessaires à votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association. En application de l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au siège d'Attac France.



Bulletin d'adhésion 2018

NOM (en capitales) : PRENOM : Homme / Femme (rayer la mention inutile)
Date de naissance : Profession :
Adresse : Code postal : Ville : Pays :
Téléphone fixe : Mobile : Mél : @

J'adhère à l'association Attac et verse pour l'année civile 2018 la somme de (comportant l'abonnement de 10 € à *Lignes d'Attac*). *Cochez le montant choisi, en fonction de votre revenu mensuel (si vous ne souhaitez pas recevoir Ligne d'ATTAC, précisez le et retirez 10 €) :*

Tranches de revenu mensuel	de 0 à 450 € : 13 €	de 450 à 900 € : 21 €	de 900 à 1 200 € : 35 €
	de 1 200 à 1 600 € : 48 €	de 1 600 à 2 300 € : 65 €	de 2 300 à 3 000 € : 84 €
	de 3 000 à 4 000 € : 120 €	au-delà de 4 000 € : 160 €	

Il m'est possible d'apporter un soutien complémentaire à l'association : je procède à un apport supplémentaire de

J'effectue le règlement (rayer la mention inutile) :

- par chèque bancaire ou postal joint

- par carte bancaire n° : 3 derniers chiffres : ... date d'expiration : ... / ... signature :

A adresser par courrier à : Attac France, 21 ter rue Voltaire 75011 Paris . Pour tout renseignement, téléphoner au 01 56 06 43 60

Citoyen du Monde à Montrouge :

- Les articles des récents des numéros à partir du numéro 90 dans la rubrique : <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique152>
- Les archives de 1 à 89 sont regroupées ici : <https://local.attac.org/attac92/spip.php?article2181>
- Et de nombreuses notes de lecture à lire sur le site : <https://local.attac.org/attac92/spip.php>